

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Retour à la raison après les élections législatives

par Reinhard Koradi, Dietlikon

Le 21 octobre, le peuple suisse a élu un nouveau Parlement. La participation a été de 53%. Pour la Suisse – où les élections n'ont pas la même importance que dans d'autres pays puisque les citoyens peuvent se prononcer à maintes reprises lors de votations et grâce aux référendums et aux initiatives – ce taux considérable n'avait plus été enregistré depuis la dissolution de l'Union soviétique.

Ce fait est réjouissant, d'autant plus que la campagne avait déçu à beaucoup d'électeurs. Les résultats ont profondément déçu les socialistes alors que l'UDC, le PDC et les Verts ont triomphé. Le PRD a également perdu des suffrages, mais manifestement moins qu'on ne pouvait le craindre.

Ces prochaines années, surtout au Conseil national, les objectifs de la droite et ceux concernant la protection de l'environnement devraient s'imposer plus facilement, contrairement aux thèmes socialistes. Il appartiendra à tous les acteurs politiques de notre pays d'éviter la «glaciation». C'est le terme utilisé par Ulrich Maurer dans son livre intitulé *Eiszeit* pour caractériser la situation des dernières décennies jusqu'à aujourd'hui en Allemagne, période pendant laquelle, à la suite de l'économisation de toute la société, la cohésion sociale a disparu et les valeurs significatives ont fait place au principe «du pain et des jeux».

Sans culture politique, tout le monde est perdant dans les campagnes électorales

Dans sa brochure «Die Schweiz ein politisches Kunstwerk», Eduard Stäubli, se référant à une citation de l'ancien maire de Hambourg Klaus von Dohnanyi, décrit la Suisse comme un exemple de chef-d'œuvre politique qui «se caractérise par des réussites citoyennes traduisant une culture politique et par l'organisation de la coexistence».²

Cette dernière a complètement disparu lors de la dernière campagne électorale. Le peuple suisse a subi une répugnante campagne «à l'américaine». Bien que différents sujets at-

tendent une solution (santé publique et caisses maladie, assurance vieillesse [AVS], réfugiés et politique d'asile, «nouveaux pauvres», agriculture, sécurité alimentaire, engagement de l'armée à l'étranger, neutralité, perte de souveraineté, etc.) les partis n'ont pas pris clairement position sur ces questions.

La culture politique, qui consiste à chercher ensemble des solutions, a été sacrifiée à une campagne qui, ponctuée d'événements comiques, a conduit à une personnification et à une polarisation contraires à notre système. Ces élections sont devenues de plus en plus au cours des semaines des élections anticipées de conseillers fédéraux.

Il faut créer des ponts

La campagne a montré clairement que les confrontations ne mènent à rien. La Suisse a besoin de personnalités issues de tous les partis qui jettent des ponts par-dessus les fossés qui ont été creusés. Il faut utiliser la force de la diversité des opinions et des idées politiques pour apporter des solutions consensuelles aux problèmes de l'heure. Le «chef-d'œuvre politique» s'est fissuré et doit être restauré.

Mais cela suppose que la propagande, la polarisation et l'égoïsme fassent place à la recherche sérieuse de solutions communes, à la raison et à l'investissement en faveur de l'intérêt général. Il existe dans tous les camps (à gauche, au centre et à droite) des forces modérées qui devraient être en mesure de réparer la maison Suisse de manière que tous ses habitants s'y sentent bien. La tradition politique du pays qui consiste à surmonter les antagonismes grâce au compromis doit être réactivée pour le bien de tous.

Des critères pour la restauration politique

Eduard Stäubli mentionne 10 caractéristiques essentielles du chef-d'œuvre politique. Elles devraient nous servir de critères durables dans notre travail de restauration.

Indépendance et neutralité

Construisons un chef-d'œuvre marqué par la recherche de l'indépendance et la sauvegarde absolue de la souveraineté. Manifestons notre volonté de rester un petit Etat qui renonce à toute politique de suprématie. C'est grâce à ce renoncement que notre pays a trouvé ses frontières définitives. C'est la condition préalable à des gouvernements proches des citoyens, à la participation de ces derniers aux affaires publiques. La Suisse est devenue prévisible pour l'étranger. La confiance qu'il lui manifeste est fondée sur cette attitude sans ambiguïté. Le caractère de «petit pays» de la Suisse devrait nous inciter à soumettre à un jugement critique notre appartenance à des organisations internationales (FMI, PpP, OMC, etc.).

L'adoption de la neutralité est liée à l'établissement de frontières définitives: «La Suisse ne s'immisce pas dans les conflits et les guerres d'autres Etats»,³ attitude fondamentale qui a rendu possible son action humanitaire dans le monde entier.

Ne pas toucher à l'autonomie des communes

Protégeons la commune, qui est la cellule fondamentale de l'Etat. Il ne faut pas toucher à l'autonomie des communes. Laissons-leur leurs autorités politiques. Il n'existe pas de meilleure école de démocratie. Les fusions de communes détruisent la démocratie directe. Le fédéralisme et le système de milice sont les piliers de notre système politique efficace. Le principe, qui a fait ses preuves, selon lequel les citoyens se mettent volontairement et de manière désintéressée au service de la collectivité est aussi important pour le maintien et le développement de la Suisse que la répartition des pouvoirs entre les communes, les cantons et la Confédération. Le fédéralisme empêche le centralisme et assure l'indépendance des communes, des cantons et de la Confédération. Il garantit que soient

respectées à chaque niveau les compétences attribuées et limitées par la volonté populaire.

Agir de manière indépendante et responsable

Le modèle structurel consiste dans la subsidiarité, principe selon lequel la société se construit de bas en haut (famille, commune, canton, Confédération). Chaque niveau remplit de manière indépendante les missions qui lui reviennent et en assume la responsabilité. La démocratie directe, avec ses droits populaires (référendum, initiative et élections à tous les niveaux), de même que la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire) et le système bicaméral (Conseil national et Conseil des Etats) donne son ossature au système. Une autre particularité consiste dans le fait que notre pays a choisi d'associer quatre cultures et quatre langues. Leur diversité est un enrichissement et constitue le fondement d'une structure politique qui se sert des contrastes pour former une unité.

Tels sont les 10 piliers qui supportent notre «chef-d'œuvre politique», lequel est capable de se mesurer aux bouleversements de notre époque. Il est temps de mettre à l'épreuve les réalisations politiques des dernières années et de les évaluer à l'aune des dix critères. Avec sa brochure *Die Schweiz – ein politisches Kunstwerk?* Eduard Stäubli a eu le mérite de nous fournir un fil conducteur précieux pour examiner le passé d'un œil critique et organiser l'avenir. Il nous appartient maintenant, à nous et aux générations futures, de nous servir de cet outil d'importance vitale.

¹ Ulrich Maurer, *Eiszeit*, Riemann, 2006, ISBN 10:3-570-50070-5

² Eduard Stäubli, *Die Schweiz – ein politisches Kunstwerk?* Burg 2007

³ Eduard Stäubli, *Die Schweiz – ein politisches Kunstwerk?* Burg 2007

Journée mondiale de l'alimentation et politique agricole de l'UE

par Heinrich Scholler, professeur à la Faculté de droit, Munich

hd. L'importance de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie et la manière dont l'Etat soutient l'agriculture en octroyant des fonds publics divergent fortement d'un pays à l'autre. Certains pays de l'UE doivent exporter leurs produits agricoles. Un pays comme la Suisse, en revanche, est loin d'as-

surer l'approvisionnement de sa population. La notion de «subvention» est donc trop imprécise pour décider si ce type de soutien à l'agriculture est adéquat. A cet égard, une différenciation et des examens consciencieux sont nécessaires. Ainsi, la politique agricole de l'Union européenne a pris une autre direction que celle de la Suisse en raison du simple fait que cette politique axée sur un espace de 500 millions de personnes est menée de manière centralisée à partir de Bruxelles. Non seulement elle grève fortement le budget, mais elle a conduit à de nombreux changements de direction et à des chefs-d'œuvre de bureaucratie dont ne bénéficient ni l'agriculture ni le contribuable, pour ne pas parler des pays du Tiers monde. Il est bien connu que ce sont non pas les exploitations familiales agricoles dans le besoin, mais l'industrie agricole et même l'industrie manufacturière ainsi que la famille royale britannique, par exemple, qui profitent de leurs biens-fonds agraires. Toutefois, ce n'est que le sommet de l'iceberg.

Actuellement, les médias sont remplis d'articles consacrés à l'alimentation dans le monde, à la faim et à la pauvreté ainsi qu'à la politique agricole dans l'UE. Toutefois, ces trois problèmes sont rarement comparés ou opposés l'un à l'autre.

Passons tout d'abord à la Journée mondiale de l'alimentation, fêtée le 16 octobre. Il s'agit d'une commémoration qui remonte

à 1979 et se rapporte à une organisation internationale, à savoir l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), institution spécialisée du système des Nations unies. La FAO a évidemment le droit d'instituer et d'organiser une telle journée et un intérêt à le faire. Le président de la République fédérale d'Allemagne, Horst Köhler, s'est rendu à cette fin à Rome, où il a tenu un discours au siège de l'organisation. Il est également compréhensible que l'organisation allemande *Welthungerhilfe* (Aide à la faim dans le monde) ait publié une étude à cette occasion, qui s'occupe de l'alimentation dans le monde et de la famine.

L'objectif visé d'ici 2015 est de réduire de moitié le nombre d'enfants sous-alimentés d'un âge égal ou inférieur à cinq ans. Parallèlement, le taux de mortalité infantile devrait être abaissé de deux tiers. Les indicateurs suivants forment l'indice de la faim dans le monde, que calcule, depuis 2006, l'International Food Policy Research Institute, à Washington, et l'organisation allemande d'Aide à la faim dans le monde. Parmi les presque 100 pays compris dans l'indice, à peu près un tiers a progressé, un autre tiers ne s'est amélioré que lentement et le dernier tiers est en stagnation ou se détériore même. Subissant encore les conséquences de la guerre, le Burundi et le Congo font partie de ce der-



Affiche de la FAO lors de la journée mondiale de l'alimentation

Sommaire

«S'il n'y a pas de guerre, il faut la mettre en scène»

page 2

La grippe aviaire due aux élevages industriels

page 3

Le chômage en Allemagne de l'Est – et comment les gens y font face

page 4

La página hispánica

page 6

La question sociale prend de l'importance pour l'Allemagne

page 7

«S'il n'y a pas de guerre, il faut la mettre en scène»

Des soldats britanniques stationnés en Afghanistan s'entraînent en Suisse

thk. «Les soldats d'élite suisses n'ont pas la vie facile: aucun ennemi à l'horizon. S'il n'y a pas de guerre, il faut la mettre en scène. Voilà ce que se sont sans doute dit les chefs de l'Armée avant de commencer à jouer à la guerre.» C'est par ces mots que la présentatrice de l'émission «Rundschau» de la Télévision suisse alémanique *DRS 1* a introduit le 24 octobre un reportage filmé sur des manœuvres en cours dans le canton du Jura. Voici le scénario: L'ennemi vient d'occuper la partie vaudoise du Jura et il s'agit de la reconquérir. «Deux jours d'état de guerre en Suisse romande, 140 équipes de soldats à la conquête de la gloire et de l'honneur», dixit la présentatrice.

Des manœuvres de l'armée au cours desquelles différents scénarios sont mis à l'épreuve n'ont rien d'extraordinaire; elles sont justifiées du point de vue militaire. Pourtant ces manœuvres-là sont en totale contradiction avec la stratégie du conseiller fédéral Schmid et de son Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des Sports (DDPS). Les propos de la journaliste constatant «l'absence de tout ennemi» ne sont que l'écho de conceptions chères au DDPS depuis des années, qui légitiment les réformes de l'armée réalisées à un train d'enfer: la réduction des effectifs, la nouvelle stratégie selon laquelle la défense du pays n'est plus conçue comme la défense du territoire mais celle d'un espace qui dépasse de loin

les frontières du pays et qui part de l'idée que nous sommes entourés d'amis avec qui nous serons capables, grâce à l'interopérabilité, de nous défendre contre l'ennemi.

A quoi bon alors ces manœuvres? Quel est le véritable but de l'entraînement et où va-t-on mettre en pratique les nouvelles connaissances? La suite du reportage a de quoi éveiller l'attention. Ce n'est pas seulement l'Armée suisse qui se bat, mais... «cette équipe britannique a déjà fait la guerre. Ces soldats font partie d'une unité de la Royal Air Force». Interviewé, un jeune soldat britannique raconte qu'il a été engagé en Afghanistan: il devait surveiller l'aéroport de Kandahar. L'épisode suisse est pour lui un changement agréable par rapport aux interventions armées en Afghanistan et en Irak. *Grey Adkins*, un officier, déclare ensuite qu'il a déjà «tout» vécu mais qu'il n'est pas autorisé à révéler les détails. On s'habitue à la menace d'être la cible de tirs. Il termine en disant avec le sourire que cela «fait partie du quotidien».

Ensuite, de nouvelles scènes des manœuvres passent à l'écran. Les Britanniques doivent préparer une embuscade pour le passage d'un convoi ennemi. Pas de problème, puisqu'ils ont déjà fait cela lors de la vraie guerre [...]. La routine des Britanniques se révèle payante», précise le commentateur. Si l'équipe britannique n'a pourtant pas été la meilleure de cette compétition, c'est peut-

être dû à la lassitude des soldats qui venaient d'Afghanistan et allaient y être de nouveau déployés. Peut-être aussi qu'ils étaient désavantagés par le fait de ne pas connaître le terrain. Mais on y a remédié entre-temps. Le reportage se termine sur la remarque que l'équipe est sur le point d'être transportée à Bassora, en Irak, pour sa prochaine intervention.

On n'en croit ni ses yeux ni ses oreilles. Des forces armées engagées dans des guerres contraires au droit international s'offrent une «diversion bienvenue» en Suisse. Peu importe au commandement de l'Armée si ces forces sont britanniques, allemandes, américaines, israéliennes, hollandaises ou autres. L'OTAN aussi bien que d'autres armées sont les bienvenues au DPPS, même si les soldats arrivent directement d'un champ de bataille pour participer, après leur séjour dans les Alpes suisses ou dans le Jura, au prochain carnage. Ainsi la Suisse devient complice de puissances impérialistes et perd de plus en plus de sa crédibilité. Personne ne devait savoir que des armées étrangères ne cessaient pas de défiler à Andermatt et ce n'est que la catastrophe de la Jungfrau et le crash de Tornado allemand au bout de la vallée de Lauterbrunnen qui nous ont fait dresser l'oreille. Les enquêtes de journalistes ont révélé de plus en plus de détails. Quel est le but véritable de la formation de nos

recrues? Des engagements dans le monde entier à la remorque de l'OTAN? De quoi s'occupe le détachement 10? Où ces soldats s'entraînent-ils en vue de leurs interventions prévues dans des zones de conflit? Par qui et où sont-ils formés? On se demande quel sale jeu on est en train de jouer, loin de tout contrôle démocratique, quand on sait que ce que fait cette troupe doit pour l'essentiel rester secret?

Le commandant de la formation des troupes de montagne Franz Nager a avoué lors d'une interview au quotidien «Blick» que des soldats étrangers s'entraînaient à Andermatt lors de plus de 50 cours par an. On peut exclure qu'il s'agit là d'activités de loisir. Ce sont bel et bien des préparatifs pour la prochaine intervention. Les guerres en Afghanistan et en Irak sont contraires au droit international et enfreignent la Charte de l'ONU. Pourquoi le DPPS, dirigé par Samuel Schmid, se fait-il le complice de criminels de guerre? Ce que la Suisse a réussi à faire pendant le Troisième Reich dans des circonstances beaucoup plus difficiles – elle était cernée par les pouvoirs de l'Axe – c'est-à-dire à survivre en tant qu'Etat neutre, doit être possible aujourd'hui aussi. Sinon comment expliquons-nous à nos petits-enfants que la Suisse s'est faite la complice de l'alliance belliciste Royaume-Uni/USA/RFA dans le carnage de civils? •

Source: DRS 1, Rundschau du 24/10/07

Courrier des lecteurs

L'accident du 12 juillet à la «Jungfrau»

Il ne faut pas tolérer que l'on cherche à influencer l'enquête militaire

Georg Flepp, président de l'Association suisse des guides de montagne, s'est immiscé publiquement par sa critique indirecte, dans le «Blick», de l'expertise de l'Institut fédéral pour l'étude de la neige et des avalanches ordonnée par le juge d'instruction militaire, le capitaine Ch. Huber, dans une procédure en cours et a ainsi gravement violé les règles de procédure. G. Flepp maintient ostensiblement sa version partielle des événements qui se sont déroulés au hot de la montagne. Il écrit dans le «Blick»: Il est possible «que l'avalanche ne soit que partiellement ou pas du tout à l'origine de la catastrophe», et «il semble que quelqu'un soit tombé et ait entraîné les autres.» Flepp suggère ainsi, que – contrairement à l'expertise citée – la responsabilité pourrait être rejetée sur les recrues. C'est monstrueux!

Mais la mort absurde des six soldats a un lien étroit avec la question fondamentale suivante: fallait-il effectuer cette ascension? et non en premier lieu celle de savoir ce qui s'est passé «en haut».

Qui, dans la hiérarchie militaire a ordonné cette ascension risquée de la Jungfrau le 12 juillet, malgré les avertissements insistants (voire l'interdiction?) des gens compétents qui se trouvaient sur place, et pourquoi? Tous les bons guides de montagne pourront confirmer que le premier jour ensoleillé après d'abondantes chutes de neige – ce qui était justement le cas le 12 juillet – est le plus dangereux (avalanches!). L'alpinisme comporte toujours des risques – mais prendre un second risque comme le 12 juillet est irresponsable. Il est inadmissible, de la part de civils ou de militaires de négliger les avertissements de personnes expérimentées, ou de déclarer plus tard: après coup, on est plus raisonnable. Ces gens-là l'étaient avant! Le mépris, ou du moins l'erreur d'appréciation a entraîné la mort de six recrues et a causé aux familles d'immenses souffrances.

De plus, le même jour, l'équipe de secours qui est allée chercher les corps a échappé à une deuxième avalanche, ce qui confirme l'existence de risques.

G. Flepp n'a pas tenu compte ni des faits mentionnés ci-dessus ni de la responsabilité des militaires. Il s'est contenté d'une manœuvre de diversion en envisageant que ce qui s'est passé au haut de la montagne où les soldats ont rencontré des conditions précaires et inattendues. Mais il faut aussi avoir le courage de faire demi-tour et non pas seulement celui de monter. De cela, il ne dit rien non plus.

Ce n'est qu'après que le juge d'instruction ait annoncé qu'il avait l'intention d'inculper d'homicide par négligence d'autres personnes que les deux guides de montagne que Flepp a critiqué l'expertise de l'Institut fédéral pour l'étude de la neige et des avalanches.

Alors qu'il n'a pas été témoin de l'accident, il avance des théories et des suppositions qui sont pour lui seulement des «informations» et curieusement pas une critique de l'expertise de l'Institut fédéral pour l'étude de la neige et des avalanches, bien que ce qu'il prétend contredire fondamentalement l'expertise. Il ne va sans doute pas faire avancer

la recherche de la vérité avec son procédé illégal.

Son immixtion abusive dans la procédure en cours ne devrait pas être versée au dossier par le juge d'instruction et doit être condamnée – Il faut également condamner les prises de position prématurées des chefs de l'armée.

Irma Zenklusen

Tribunal fédéral: L'enseignant est responsable

hd. Lors du jugement contre un enseignant à propos de la mort d'un de ses élèves au Hohen Kasten, la question de l'obligation de faire demi-tour avec toute sa classe a été abordée et a constitué le fondement du verdict: Dès qu'il a constaté qu'un de ses élèves ne pourrait pas tenir le coup, il était de son devoir de faire demi-tour avec toute sa classe.

Source: BGE 122 IV 303

«Journée mondiale de l'alimentation ...» suite de la page 1

nier tiers. Si l'Ethiopie semble avoir fait des progrès, il en va tout autrement de l'Erythrée, qui en faisait partie à l'origine. Cette constatation fait abstraction du conflit avec la Somalie.

Ingeborg Schäuble, présidente de la *Deutsche Welthungerhilfe*, prétend que des progrès considérables ont été réalisés; elle se fonde sur les résultats de 15 villages sélectionnés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Des questionnaires adressés aux ménages et un système de contrôle dans ces villages sont censés le prouver. On se permettra d'émettre des doutes. En effet, comment garantir que les 15 villages représentent bien les trois continents?

Les indications de la *Deutsche Welthungerhilfe* selon lesquelles le taux de sous-alimentation serait de 38% en Ethiopie et de res-

pectivement 18 et 25% dans les 15 villages sélectionnés sont étonnantes, ne serait-ce que parce qu'elles sont en contradiction flagrante avec les indications de l'institut de Washington.

Au premier abord, on se réjouit que le *ministère fédéral de la coopération économique* ait porté les fonds de développement rural de quelque EUR 382 millions en 2005 à environ EUR 576 millions l'année suivante. Cependant, ce montant ne constitue que 0,7% des 8,25 milliards qu'atteignait le budget du ministère de la coopération économique en 2006.

Généralement, on déplore que le montant affecté au développement rural soit beaucoup trop restreint, car les trois quarts des gens les plus pauvres vivent en secteur rural, ainsi que la *Deutsche Welthungerhilfe* l'a admis. Cependant, elle ne mentionne pas le problème des subventions à l'agriculture en Europe, lesquelles non seulement contribuent à

l'appauvrissement et au sous-développement de l'espace rural dans les pays en développement, mais constituent une de ses causes principales.

Dans une interview récente, la commissaire de l'UE à l'agriculture, *Mariann Fischer-Boel*, a avoué sans ambages que les prix montant en flèche du pétrole et du carburant bio sont le principal problème du développement asymétrique. Antérieurement ministre de l'agriculture du Danemark, la commissaire estime que les prix des denrées alimentaires continueront de s'élever. Toutefois, il n'y aurait aucune raison de se lamenter, car les prix des matières premières agricoles ne forment que 4% de l'ensemble des prix. Elle pense qu'il y a d'autant moins lieu de s'inquiéter que l'UE a renoncé à limiter la surface cultivable à 10% et que les nouveaux pays membres d'Europe orientale disposent de grandes réserves de terrains.

Lors de cet entretien, la commissaire de l'UE a cependant évité le problème fondamental: l'UE réduira-t-elle les subventions à l'agriculture européenne en raison de la hausse constante des prix de production de ce secteur? 40% du budget de l'UE, qui se chiffre à 140 milliards, sont affectés aux subventions agricoles accordées dans les Etats membres. Et la commissaire de s'écrier que les paysans seraient contents d'écouler leurs produits sur les marchés libres et sans l'aide de Bruxelles. L'époque des montagnes de céréales et des mers de vin est définitivement révolue (*Der Spiegel* n° 41/07, p. 92). Toutefois, on ne s'est pas demandé si les marchés du Tiers monde, les marchés des pays en développement les plus pauvres, avaient maintenant une chance d'étendre leurs surfaces de production et d'offrir leurs produits sur les marchés européens, face à la concurrence autochtone. •

(Traduction *Horizons et débats*)

La grippe aviaire est due aux élevages industriels et non aux oiseaux migrateurs

par kagfreiland, Suisse

Depuis 2005, la grippe aviaire est apparue dans une douzaine d'élevages industriels de l'UE: plus de 700 000 animaux sont morts ou ont dû être abattus. En revanche, les petits élevages ou les élevages en plein air n'ont guère été touchés.

Les oiseaux sauvages également ont été peu touchés. Après avoir analysé des données concernant 350 000 oiseaux sauvages, des experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sont parvenus à la conclusion qu'aucune espèce ne portait longtemps en elle le virus. En outre, elle a fait savoir qu'actuellement, le virus H5N1 n'apparaissait manifestement que dans les élevages industriels.

Le plus grand danger réside dans les élevages industriels

Ce qui frappe c'est que dans l'UE, ce sont toujours des élevages industriels qui sont touchés. Pour kagfreiland, l'organisation suisse de protection des animaux d'élevage, les choses sont claires: la théorie des oiseaux migrateurs est dépassée. C'est l'homme qui est le premier responsable de la propagation de l'épizootie et non les oiseaux migrateurs. Le plus grand danger réside dans les élevages industriels. Pour l'OMS, un virus faiblement pathogène peut s'y transformer en un virus mortel.

Aussi kagfreiland demande-t-il à la Confédération:

- de ne pas interdire les élevages en plein air pendant le prochain semestre d'hiver;
- d'annuler l'augmentation des effectifs maximum dans les élevages avicoles industriels décidée en 2004;
- de soumettre les produits avicoles importés à la déclaration obligatoire de l'origine et du mode d'élevage.

Il y a pas mal de temps que la grippe aviaire avait disparu de la une des journaux, mais le sujet est à nouveau d'actualité depuis que l'épizootie a été constatée dans trois élevages industriels de canards en Allemagne.

Le 25 août, des quantités de canards sont morts subitement dans le gigantesque groupe avicole Wichmann d'Erlangen. Le résultat des analyses était clair: il s'agissait de la grippe aviaire. La totalité des 166 000 canards ont dû être abattus. 4000 étaient déjà morts. Mais ce n'est pas tout. Les canards congelés de deux filiales, à Bruck et à Nittenau, contenaient également le virus H5N1. A peine deux semaines après le premier cas, on a, au cours d'une deuxième campagne d'abattage sans précédent, tué 25 000 et 180 000 canards par électrochocs et réduit les carcasses en farines animales qu'on a ensuite incinérées. Personne ne conteste que ce soit l'homme qui a introduit l'épizootie dans les élevages confinés. L'hypothèse initiale selon laquelle le virus aurait contaminé les volailles par le

biais de litières infectées par les déjections d'oiseaux migrateurs a été invalidée.

L'élevage en batterie et le stress affaiblissent le système immunitaire

Les tests effectués dans deux exploitations de Wichmann, à Landau et à Dietersburg. ont détecté des virus faiblement pathogènes de sous-type H5. Bien qu'épargnés par la dangereuse épizootie de H5N1, 26 000 et 41 000 canards ont été tués. En effet, selon l'OMS, quand un très grand nombre d'animaux sont confinés dans un espace très réduit, un virus faiblement pathogène peut muter en un virus mortel. Ce risque est particulièrement élevé quand le système immunitaire des animaux est affaibli par des conditions d'élevage en batterie catastrophiques et par le stress. En tuant ces canards à titre prophylactique, les spécialistes et les autorités montrent qu'ils sont conscients du danger que représentent les élevages industriels.

Non-respect des règles d'hygiène élémentaires

Le cas Wichmann n'est pas unique. Il existe toute une série d'apparitions d'épizooties dans des élevages industriels confinés de l'UE (cf. tableau). L'année dernière, le phénomène s'est produit dans de grands élevages de dindes en France (février) et en Allemagne (avril). A la fin janvier de 2007, des cas de grippe aviaire dans des élevages de volaille du Sud de la Hongrie ont fait parler d'eux. Comme les exploitations étaient proches l'une de l'autre, on a des raisons de penser que la contamination a été provoquée par l'homme. Peu après, au début de février, dans le plus important élevage industriel de dindes du Suffolk, la grippe aviaire a fait son apparition après l'importation par camion de viande provenant d'une exploitation partenaire hongroise. Cette contamination était due au non-respect des règles d'hygiène élémentaires.

Dans la seconde moitié du mois de juin 2007, la République tchèque a signalé un cas de grippe aviaire dans un élevage de dindes, lequel a été suivi, quelques jours plus tard, d'un cas dans un élevage de poulets situé à 4 kilomètres seulement, à Norin. Au milieu de juillet, il y eut deux autres cas à proximité dans des élevages totalisant 71 000 volailles. On ne sait pas comment le virus est arrivé là-bas mais il est très probable qu'il ait été transporté par l'homme. D'une manière générale, tous ces cas d'Europe de l'Est montrent que les mesures d'hygiène y sont beaucoup moins strictes qu'en Europe centrale.

L'origine reste inconnue

Après les nombreux cas de grippe aviaire chez des oiseaux sauvages jusqu'au printemps de 2006, il y a eu une accalmie d'une année environ en Europe centrale. Ce n'est que depuis le 24 juin qu'on a observé à nouveau des

cas isolés tout d'abord à Nuremberg (Bavière), puis dans d'autres länder (Saxe-Anhalt, Saxe et Thuringe) de même qu'en France (Est de la Lorraine) et en Europe de l'Est. Aux bords du lac de retenue de Kelbra en Saxe-Anhalt il y a eu un début d'épidémie qui rappelait la première apparition de la grippe aviaire de janvier 2006 sur l'île de Rügen. Mais cette fois, les animaux touchés étaient moins des cygnes et des canards que de grèbes à cou noir (plus de 200). Mais ce début d'épidémie s'est arrêté aussi vite qu'il était apparu. On en ignore encore l'origine.

Selon Spiegel Online, il existait des relations commerciales entre une exploitation située près de l'élevage de dindes contaminé en République tchèque (21/6/07) et une autre située à 50 kilomètres de Nuremberg où ont été observés les premiers cas de grippe chez des animaux sauvages (24/6/07). Cependant les autorités ont démenti que le virus ait été transporté de cette manière. Elles ont déclaré n'avoir trouvé aucune trace. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y en avait pas. D'ailleurs, les analyses génétiques révèlent un haut degré de similitude entre les virus H5N1 de la République tchèque et ceux de Nuremberg. Selon le Friedrich-Löffler-Institut (FLI), cela laisse penser que les deux virus ont une même origine, non encore identifiée.

L'épizootie fait gagner de l'argent

Certains milieux vétérinaires supposent que les oiseaux sauvages portaient en eux le virus H5N1 mais sont morts d'une autre cause. De même, selon la vétérinaire Rosemarie Heiss, les dindes de l'élevage bio de Saxe (4/06) confinées à la suite de l'interdiction du maintien en plein air manifestaient plutôt des symptômes d'intoxication que de grippe aviaire, mais on lui a interdit de prélever des échantillons pour poursuivre les analyses. «Depuis qu'il y a la grippe aviaire, on ne teste plus que le H5N1», a-t-elle déclaré. Rien d'étonnant à cela: en effet, l'épizootie permet de gagner beaucoup d'argent. Le gouvernement allemand alloue des millions à la recherche et au développement de vaccins.

Certains ont grand intérêt à maintenir l'hystérie jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible. Sinon, il ne pourra plus être vendu. En outre, on utilise l'épizootie pour donner le coup de grâce aux élevages en plein air, pour faire annuler l'interdiction en Allemagne, à partir de 2012, des élevages industriels de poules pondeuses.

Les oiseaux migrateurs ne sont pas responsables des épizooties de H5N1

Dans le monde, de 2005 à 2007, on a testé 350 000 oiseaux sauvages en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique. Au vu des résultats, la FAO est parvenue à la conclusion que le virus H5N1 n'apparaît manifestement que dans les grands élevages industriels. «Nous savons maintenant qu'aucune espèce aviaire ne porte durablement en elle le virus», a déclaré Scott Newman, coordinateur international pour la grippe aviaire de la faune sauvage auprès de la FAO. Les scientifiques avaient longtemps craint que les oiseaux migrateurs ne propagent rapidement le virus lors de leurs voyages d'Europe en Afrique et au Proche-Orient.

Nombreux foyers de grippe aviaire dans les élevages industriels

La liste des foyers de grippe aviaire chez les animaux d'élevage (cf. tableau) en Europe ne contient, à l'exception d'un cas dans un petit élevage du Danemark, que des grands élevages industriels confinés (dindes, canards). Dans le Sud, par exemple en Hongrie et en Roumanie, quelques foyers sont apparus dans des basses-cours. Il n'est absolument pas prouvé, malgré ce que l'on prétend toujours, que le virus y ait été apporté par des oiseaux migrateurs. La négligence humaine, le transport de matériaux, d'outils, d'œufs à couver, de poussins, de produits avicoles ou de déchets d'abattage entrent également en ligne de

Articles de Zeit-Fragen et d'Horizons et débats sur la grippe aviaire

hd. Dans plusieurs articles, nos journaux ont mis en doute l'hypothèse selon laquelle la grippe aviaire était transmise par les oiseaux migrateurs. La cause principale de la propagation du virus réside dans les élevages industriels de volailles. L'intensification du commerce international joue également un rôle important. Parallèlement, aux Etats-Unis et en Allemagne, on tente de militariser la politique intérieure. En outre, des spécialistes ont émis la thèse selon laquelle le virus de la grippe aviaire pourrait résulter de recherches portant sur la guerre biologique.

Elevages industriels et commerce international

24.10.2005, Nr. 42, S. 2: Vogelgrippe. Diskussion und derzeitige Regelung
24.10.2005, Nr. 42, S. 3: Experte kritisiert politischen Aktionismus. Gefahr durch Zugvögel gering
24.10.2005, Nr. 42, S. 4: Politiker der Grünen befürchtet neue Diskussion über Freilandhaltung
24.10.2005, Nr. 42, S. 3: Tierschutz und Vogelgrippe
5.12.2005, Nr. 48, S. 7: Tyson Foods, Hühnergefängnisse und Vogelgrippe
27.2.2006, Nr. 9, S. 3: Die wahren «Zugvögel». Massentierhaltungen und Handelsrouten
27.2.2006, Nr. 9, S. 3: Schuldlose Zugvögel? Geflügelexporte als Hauptursache der Vogelgrippe
8.3.2006, Sonderausgabe Mittels Vogelgrippe von der Demokratie zum Militär- und Polizeistaat?
25.4.2006, Nr. 17, S. 9: Die Antwort der Regierungen auf die Vogelgrippe

Militarisation d'institutions civiles

7.1.2005, Nr. 44, S. 2: Bush fordert Quarantäne unter militärischem Befehl des Northern Command
7.11.2005, Nr. 44, S. 2: Militarisation des Katastrophenschutzes
21.11.2005, Nr. 46: Die Freiheit verliert man in kleinen Schritten
Décembre 2005, Horizons et débats n° 34: La liberté se perd petit à petit – grippe aviaire, Patriot Act et émeutes en France
28.11.2005, Nr. 47, S. 4: Kriegsrecht und Vogelgrippe
28.11.2005, Nr. 47, S. 4, 5: Militarisation der Volksgesundheit
20.2.2006, Nr. 8, S. 7: Vogelgrippe – ein Mittel ... zu anderen Zwecken
27.2.2006, Nr. 9, S. 3: Vogelgrippe-Hysterie statt Sachverstand
8.3.2006, Sonderausgabe Mittels Vogelgrippe von der Demokratie zum Militär- und Polizeistaat?
27.2.2006, Nr. 9, S. 3: Viele offene Fragen zur Vogelgrippe

Mesures prises par les autorités suisses

24.10.2005, Nr. 42, S. 2: Verbot für Freilandhaltung von Geflügel. Pressemitteilung des Bundesamtes für Veterinärhaltung
24.10.2005, Nr. 42, S. 2: Vorsorgliche Sofortmassnahmen. Erläuterungen des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes zur Verordnung
20.2.2006, Nr. 8, S. 6: Vogelgrippe: «Da ist viel Hysterie dabei ...»

Ce que disent les médias

24.10.2005, Nr. 42, S. 3: Reales oder mediales Problem?

Résultat possible d'une recherche en matière d'armes

8.3.2006, Sonderausgabe Vogelgrippe auf Rügen: Ist das Virus aus dem Labor spaziert?
27.3.2006, Nr. 13, S. 5: Warum sterben keine Vögel in den USA?
11.4.2006, Nr. 15/16, S. 5: Das für den Menschen gefährliche H5N1: Ein Laborprodukt
25.4.2006, Nr. 17, S. 10: Der angloamerikanische Weltkrieg und die Vogelgrippe

Grippe aviaire et géopolitique

7.11.2005, Nr. 44, S. 2: Ist die Vogelgrippe ein weiterer Schwindel des Pentagons?
11.4.2006, Nr. 15/16, S. 5: Iran und die Vogelgrippe. Der perfekte Causus belli?

Un dossier contenant tous les articles ci-dessus peut être obtenu auprès de la Rédaction.

no	date	pays	localité/region	espèce de volaille	nombre d'animaux	type d'élevage
1	19/2/2006	France	département de l'Ain	dindes	11 000	élevage confiné (él. c.)
2	4/4/2006	Allemagne	Saxe (élevage bio confiné, à l'exception des oies)	- dindes - oies - poulets	7 000 4 300 4 000	- él. c. présence du H5N1 - plein air, absence de H5N1 - él. c., absence de H5N1
+/-	juin 2006	Hongrie du Sud	district de Bacs-Kiskun	7 cas, surtout oies	100-30 000	4 cas plein air, 3 cas él. c.
A	18/5/2006	Danemark	île de Funen	volaille de basse-cour	100	plein air
B	24/1/2007	Hongrie du Sud	Szentes	oies	3 350	probabl. plein air
3	24/1/2007	Hongrie du Sud	Szentes	oies	9 400	probabl. él. c.
4	3/2/2007	Angleterre	Suffolk	dindes	160 000	él. c., élevage partenaire dans le Sud de la Hongrie
5	21/6/2007	Répub. tchèque	Tisová, Bohême	dindes	6 000	él. c.
6	21/6/2007	Répub. tchèque	Norin, Bohême (4 km de Tisová)	poulets de chair	28 000	él. c.
7	11/7/2007	Répub. tchèque	Netreby, Bohême	poulets d'élevage (cheptel parental)	17 000	él. c.
8	11/7/2007	Répub. tchèque	Chocen, Bohême (très proche du précédent)	poulets d'élevage (cheptel parental)	54 000	él. c.
9	25/8/2007	Allemagne	Erlangen, Bavière	canards	170 000	él. c.
10	8/9/2007	Allemagne	Nittenau, Bavière	canards	25 000	él. c., él. partenaire
11	8/9/2007	Allemagne	Bruck, Bavière	canards	180 000	él. c., él. partenaire
12	12/9/2007	Allemagne	Landau, Bavière	canards	26 000	él. c., positivité en H5
13	12/9/2007	Allemagne	Dietersburg, Bavière	canards	41 000	él. c., positivité en H5

Sources: Sites Internet de l'OVF, de l'OIE et du FLI (Traduction Horizons et débats)

Suite page 4

Le chômage en Allemagne de l'Est – et comment les gens y font face

par Maria et Georg Koch

Dans *Horizons et débats* n° 42 a paru la première partie de notre rapport de voyage en Allemagne de l'Est. Nous avons parlé des rencontres avec des gens dynamiques qui font preuve d'initiative et du plaisir d'entamer la conversation avec eux. Aujourd'hui nous parlerons d'autres rencontres et comment les gens essayent de venir à bout du chômage.

Au supermarché d'un village nous faisons nos emplettes pour le petit déjeuner. Il y a tout ce qu'on trouve aussi en Allemagne de l'Ouest. Des marques de l'Est nous n'en trouvons presque pas, des fois un «Rotkäppchensekt» ou des «Spreewaldgurken», mais surtout des choses que nous connaissons. La jeune femme à la caisse s'énerve un peu parce que le code-barre sur le pâté ne fonctionne de nouveau pas. Du coup deux clientes sont là: «Tiens bon, tiens bon!» Il ne faudrait pas se plaindre, on devrait être content d'avoir du travail. D'autres n'ont pas de travail ou doivent aller très loin. C'est vrai. Ceux qui ont du travail se déplacent souvent très loin, à Nuremberg, à Sindelfingen, à Cologne et à Düsseldorf. Là-bas, ils se partagent une chambre ou un conteneur à trois ou à quatre sur un chantier. Ils vivent comme dans le temps les travailleurs étrangers en RFA ou les saisonniers en Suisse. Le week-end ou seulement toutes les quelques semaines les «travailleurs étrangers» de l'Allemagne de l'Est rentrent dans leurs familles. Il y en a qui ne peuvent rentrer à la maison que pendant les vacances. Et cela depuis des années. Le *Westdeutsche Rundfunk* (WDR) a diffusé le film «Hauptsache Arbeit» (l'important c'est d'avoir du travail) sur cette thématique. Une femme de Thuringe a fait ce commentaire: «Moi aussi, j'habite à Eichsfeld (Thuringe) et mon mari fait depuis 17 ans le voyage en Rhénanie du Nord-Westphalie pour travailler. Les week-ends sont malheureusement toujours trop courts et mes enfants ne voyaient leur père que pendant les week-ends. Maintenant ils sont grands. Du travail, il n'y en a pas ici malheureusement et comme Wolfgang a dit dans le film: «Il faut bien que quelqu'un gagne de l'argent.» Ce n'est pas vraiment en faveur des familles. On s'étonne que beaucoup de familles réussissent à rester ensemble dans ces circonstances. Dans le film du WDR, mentionné ci-dessus, on comprend aisément quelle épreuve subissent beaucoup de mariages.

C'est cela, la réalité en Allemagne de l'Est. Les pères de famille doivent chercher ailleurs pour trouver du travail et la jeunesse est contrainte de partir tout à fait. Ici, il n'y a rien pour eux. Et la plupart d'entre eux s'en vont. En Allemagne de l'Ouest, en Suisse, en

Autriche, en Scandinavie. Et malgré cela, 23 % des gens sont au chômage ici.

Et ce que cela signifie, le chômage dans ce pays où les gens se définissent surtout par le travail – pas par l'argent, il n'y en a jamais eu beaucoup – mais par le sens du travail.

«Mais la situation sociale!»

Nous visitons Meissen, la ville de la porcelaine, mondialement connue. C'est une magnifique vieille ville pittoresque, située sur une colline, tout en haut la cathédrale et le château fort. La ville a pour la plus grande partie été soigneusement restaurée. Nous nous promenons dans les ruelles pittoresques et sur des places entourées de magnifiques maisons bourgeoises. Beaucoup de touristes se sentent attirés. Mais il fait très froid et comme en faisant nos valises nous pensions à un soleil automnal, il nous faut acheter un pull-over. Nous demandons à la propriétaire du magasin d'habits pour hommes s'il y a toute l'année autant de visiteurs que maintenant. Elle l'affirme et nous entamons une conversation: à l'époque de la RDA, tout était délabré, uniquement du gris, il n'y avait pas de matériel, pas de pièces de rechange, c'était impossible de rénover et de remettre quelque chose en état. C'étaient des conditions catastrophiques. Nous en avons vu de vieilles images en ville. Mais après le tournant (la chute du Mur), nous raconte la propriétaire du magasin, tout a été rénové. Elle s'en réjouit beaucoup. Mais la situation sociale! Seuls deux adolescents de la classe de son aîné sont encore là, tous les autres sont loin pour chercher leur bonheur quelque part. Ici, il y avait eu du travail dans le domaine de la finition et aussi dans d'autres usines aux alentours, tout a été fermé. Maintenant il y a bien le tourisme, mais cela ne suffit pas, cela n'offre pas assez de travail et pas assez de revenus. Elle ne sait pas non plus comment cela continuera. Pour elle aussi la question se pose si elle peut survivre ici. Elle essaie de rester optimiste: «Nous avons toujours été inventifs», dit-elle en riant. Et avec un beau pull-over nous emportons aussi la question: aurait-on pu résoudre tout cela autrement? Est-ce qu'il n'aurait pas été possible – et nécessaire – d'assainir et construire l'artisanat et l'industrie à part les villes?



Nous avons visité le musée du verre à Weisswasser. (photo mgk)

Cette question nous accompagne aussi à Bad Muskau, une station thermale à la frontière polonaise. Ici et dans la ville voisine de Weisswasser se trouvait l'un des centres d'une grande industrie du verre de l'Allemagne de l'Est. Nous voulons savoir ce qui en est advenu aujourd'hui.

Privatisation ...

Le soir, déjà presque au crépuscule, nous allons dans un hôtel pour avoir un toit pour la nuit. Il se trouve près du fameux *Parc Fürst Pückler*, et est une très belle maison, très soignée avec un standard moderne. Pendant notre petite promenade du soir sous la pluie – obligatoire avec un chien – nous remarquons une grande usine, manifestement vide et délabrée. Le matin, après un bon petit déjeuner, nous demandons à la patronne ce qu'étaient ces lieux de production abandonnés. Elle commence tout de suite à raconter. C'est une ancienne installation de distribution d'électricité (*Schaltwerk*). Après le tournant, c'est la *Treuhand* qui l'a reprise, comme toutes les autres entreprises de l'ancienne RDA.

... et des chasseurs de subventions occidentales

Le *Schaltwerk* a connu par la suite plusieurs propriétaires, le dernier a démonté et transporté les machines à l'Est. Là-bas, les salaires sont encore plus bas qu'ici. Nous avions déjà beaucoup entendu parler de tels événements. On nous raconte que des «investisseurs» de l'Allemagne de l'Ouest auraient acheté des entreprises avec des subventions destinées à la reconstruction de l'Est, les auraient assainies et fait semblant d'assurer les emplois. Les gens auraient repris de l'espoir et auraient fait des dettes dans l'attente d'un revenu fixe pour faire des assainissements urgents des toits de leurs maisons et des maisons elles-mêmes. Le boulanger, le boucher, tous habitants de l'endroit, auraient investi dans l'assainissement des installations de leurs magasins. Après avoir encaissé les subventions, les «investisseurs» sont partis, la plupart vers l'Est, en Pologne, en République tchèque, souvent ils ont emporté l'inventaire et les machines. Ce qui reste c'est le chômage, des entreprises en faillite. A Bad Muskau il y a également deux à trois locaux de magasins modernes vides, et dans la vitrine il y a l'écriteau «à louer».

Dans les magasins qui sont encore ouverts on trouve surtout de la marchandise de seconde main et du bric-à-brac.

Quand la pension de retraite ne suffit pas pour vivre

La patronne de notre hôtel et son mari n'étaient pas des hôteliers à l'origine. Pendant 47 ans, ils ont travaillé dans la taillerie de verres. Ils ont taillé ce beau verre de cristal. Dans la vitrine de l'hôtel il y a encore de beaux verres, des vases et des coupes que le patron a taillées. Après le tournant il a investi des milliers de marks dans de nouvelles machines. Mais la verrerie dans la localité de Köbeln toute proche, avec laquelle il a collaboré, a été fermée. Les deux se sont retrouvés au chômage. Même de tailler les verres comme spectacle de rue ne rapportait plus rien. Il était debout toute la journée sur la place du marché à tailler, les touristes avaient regardé mais n'achetaient rien. Cela n'a rien rapporté. Chez le marchand de ferraille, il a reçu tout juste 350 euros pour ses machines

Suite page 5

«La grippe aviaire est ...»

suite de la page 3

compte, de même que la nourriture, la litière et le fumier.

Les oiseaux sauvages sont victimes plutôt que responsables

Le rapport de la FAO laisse penser que les oiseaux sauvages sont victimes plutôt que responsables.

Les derniers cas observés chez des oiseaux sauvages datent de l'été dernier, d'une période de l'année où n'ont pas lieu de grandes migrations d'oiseaux sauvages. On a donc des raisons de remettre en cause la théorie selon laquelle les oiseaux migrateurs propagent l'épidémie. Même si des oiseaux aquatiques peuvent être pendant une assez longue période un «réservoir de virus», c'est-à-dire être porteurs du virus sans que ne se déclenche une épizootie, la question se pose de savoir pourquoi il n'y a pas plus souvent des épizooties chez les oiseaux sauvages et chez les volailles élevées en liberté et pourquoi ce sont toujours les élevages industriels qui sont touchés.

Conclusion de «kagfreiland»

Après les foyers d'infection découverts dans une douzaine d'élevages industriels confinés, on est amené à conclure que ce ne sont pas en premier lieu les oiseaux migrateurs mais les activités humaines, le manque d'hygiène, le commerce et les transports qui sont res-

pensables de la diffusion de la grippe aviaire dans l'UE.

On observe le même phénomène qu'en Asie de l'Est où la propagation est due à l'industrie globalisée des volailles. Le système immunitaire des animaux y est affaibli par les mauvaises conditions d'élevage dont l'objectif unique est le rendement. Le nombre élevé d'animaux et l'exiguïté des locaux constituent un terrain idéal pour la mutation des virus faiblement pathogènes en virus hautement pathogènes.

Revendications de «kagfreiland»

La promotion des petites exploitations de plein air respectueuses des animaux qui pratiquent l'élevage de volailles robustes et dotées d'un bon système immunitaire constitue une meilleure prophylaxie de la grippe aviaire que l'interdiction des élevages en plein air. Comme le montrent les nombreux cas survenus dans des élevages industriels, le confinement ne protège pas contre l'épizootie. En revanche, il faut renforcer les mesures d'hygiène dans la production de volailles et de produits avicoles de même que lors du commerce et du transport. Au lieu d'interdire les élevages en plein air, il faudrait faire en sorte que les éleveurs soient prêts à réagir afin qu'en cas de risque réel de grippe aviaire, les volailles puissent être confinées dans un délai de 24 heures. Et finalement, nous devons apprendre à vivre avec cette maladie. •

Source: www.kagfreiland.ch
(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

«Le chômage en Allemagne de l'Est...» suite de la page 4

neuves qui ont coûté si cher. Et ils auraient reçu 500 euros de pension de retraite, moins que les Harz IV. Ils ne pouvaient donc pas se retirer, ils étaient obligés de continuer à travailler. Dans cette situation ils se sont donc décidés à faire de leur vieille maison toute simple un hôtel. Aux temps de la RDA, elle n'a pas pu être rénovée, avec 30 marks de loyer par mois – les loyers étaient fixés par l'État – cela aurait été impossible, nous a expliqué la patronne. Ils ont donc pris des crédits et ils ont rénové et aménagé la maison à grand frais.

Les informations de la patronne nous ont rendu curieux: Qu'est-ce qui s'est passé avec l'industrie du verre dans la région?

Des entreprises de tradition: Repandre, profiter et fermer

Le musée est installé dans une ancienne villa de fabricant. Monsieur *Hahn*, un ancien souffleur de verre, s'en occupe. Jusqu'au tournant, il a travaillé dans une usine de verrerie et il s'y connaît parfaitement. Il a eu la gentillesse d'ouvrir le musée exprès pour nous, bien que ce soit le jour de fermeture. De monsieur *Hahn* nous apprenons que Weisswasser et Bad Muskau possédaient jusqu'au tournant quatorze verreries. C'était le lieu de production le plus grand et le plus important de verres et de verres spéciaux pour l'industrie pharmaceutique et chimique. Dans le musée, toute la gamme des verres produits ici est exposée. Le fascinant artisanat du verre est présenté aussi bien par de nombreux modèles que par des outils originaux. Un film très instructif nous montre l'atmosphère de travail dans une verrerie, montre l'art artisanal fascinant des souffleurs de verre, des tailleurs de verres et de la peinture sur verre. On travaillait en quatre équipes aux pièces et les produits ne pouvaient réussir que dans une collaboration parfaitement rodée. A Weisswasser à peu près 4000 artisans étaient occupés jusqu'au tournant. La Treuhand a repris les entreprises et les a vendues à des concurrents en Allemagne de l'Ouest. Ceux-ci étaient évidemment moins intéressés par la production dans la région, et davantage à reprendre les relations de commerce de verreries de la région avec l'ancienne Union soviétique ainsi qu'avec le Canada et la Nouvelle Zélande. En un temps record, ils ont saigné les verreries de la région. Ils ont emporté les machines et les installations dans d'autres lieux de production et ont fermé la plupart des entreprises à Weisswasser et Bad Muskau. Des milliers de souffleurs de verres les mieux formés et d'autres travailleurs spécialisés se retrouvent à la rue depuis le milieu des années 90. Une seule verrerie épargnée avec 200 salariés, la mine à ciel ouvert de lignite avec la centrale thermique au lignite modernisée de Vattenfall sont les seuls employeurs de la région et ne peuvent pas donner une perspective professionnelle à des milliers de chômeurs.

Après le musée, il me faut maintenant aller chez le coiffeur. Un salon de coiffure moderne, de jeunes dames gaies, habillées à la mode. Ce salon pourrait faire très bonne im-

pression dans n'importe quelle grande ville de l'Allemagne de l'Ouest.

Le cercle vicieux de la concurrence mondiale

Après quelques formalités (quelle longueur, où couper etc.), la coiffeuse remarque que je ne suis apparemment pas de la région. Elle l'a reconnu à mon langage. Nous entamons une conversation. Lorsque nous arrivons à parler de la situation de la ville de Weisswasser, toutes les collègues et toutes les clientes y participent. Ici il y a plus de vieux que de jeunes, dit une femme d'un certain âge, assise à côté de moi. Tous les jeunes sont partis. Et l'on sait que, quand on met des enfants au monde, ils devront partir eux aussi, car ici il n'y a pas d'avenir. Des 40 000 habitants d'autrefois, seuls 20 000 sont encore ici. Toutes les entreprises auraient fermé ou réduit leur personnel de façon dramatique. Seule une petite verrerie produisait encore, mais c'est négligeable. Vattenfall occupe encore 600 des 4000 collaborateurs de jadis. S'y ajoute que beaucoup de gens font leurs achats en Pologne proche, avant tout aussi des médicaments ou bien ils s'y font faire leurs dentiers. Là-bas c'est moins cher, comme, de toute façon, on n'a déjà pas beaucoup! Et c'est ainsi que se ferme le cercle vicieux. Mais, dit ma coiffeuse, on remplit d'eau les vieilles mines. Ça fera une belle région de villégiature avec de grands lacs pour nager et pour faire du bateau. Il y a un certain espoir que maintenant le tourisme arrive. En ce qui concerne le paysage, c'est très beau ici. Là, elle a raison: avec le magnifique Parc Fürst Pückler au bord de la Neisse.

Le soir nous racontons à la patronne de l'hôtel ce que nous avons entendu et nous lui demandons son opinion. Elle ne veut pas se prononcer clairement à propos de la Treuhand. Elle en avait assez de tout cela, ne voulait plus en parler. Mais finalement elle explore: La misère de l'existence, le travail de construction, les dettes écrasantes. Et maintenant ils doivent se laisser dire de l'Allemagne de l'Ouest qu'ils avaient reçu beaucoup d'argent, les contributions de solidarité, pourquoi n'en avaient-ils rien fait. Personne n'ayant pas vécu ici, ne pouvait s'imaginer comment c'était du temps de la RDA, la pauvreté et les privations. Pour une orange à Noël, il fallait faire la queue. Une nouvelle fois il ne nous reste rien d'autre qu'à accepter l'amertume justifiée envers les manières arrogantes de notre part, les «Besserwissers» (ceux de l'ouest qui se croient plus malins).

Le Parc Fürst-Pückler – un projet communautaire

Promenade à travers le Parc Fürst-Pückler à Bad Muskau. *Hermann, Comte de Pückler-Muskau* l'a créé entre 1815 et 1845 tout en

«Traité modificatif»

71% des Français veulent un référendum

Un sondage IFOP* pour *Paris Match* révèle que 71% des personnes interrogées veulent un référendum sur le traité de Lisbonne recyclant la Constitution européenne rejetée en 2005, contre 28% qui le ne souhaitent pas. Sur cette écrasante majorité voulant un référendum, 76% sont des sympathisants de gauche et 66% des sympathisants de droite. A la veille du sommet de Lisbonne du 18 octobre, un sondage *Harris Interactive* publié à la veille du Sommet de Lisbonne par le *Financial Times*, avait révélé que 76% des Allemands, 75% des Britanniques, 72% des Italiens et 65% des Espagnols souhaitaient eux aussi être consultés sur la Constitution européenne bis. Il n'y a cependant pour l'instant guère d'espoir pour que ce nouveau sondage contraigne le Président Sarkozy de changer d'avis sur la procédure de ratification, lui qui répète à l'envi que c'est une «promesse de campagne» que de ne pas consulter les Français sur leur avenir européen. Il avait en réalité promis la ratification parlementaire d'un «traité simplifié de nature fonctionnelle» pour faire fonctionner l'Europe à la carte, pas le recyclage intégral et sournois, du traité constitutionnel refusé par référendum. Son argument ne tient donc pas une seconde. Mais, comme l'a dit sans rire un journaliste français dans les couloirs du Parlement de Stras-

bourg: «Pourquoi voulez-vous un deuxième référendum puisque c'est le même texte et que les Français ont déjà dit non?» Pardi! Seuls les Irlandais jusqu'ici sont sûrs d'être consultés. Dans un sondage publié lundi, seuls 25% d'entre eux envisageraient aujourd'hui de voter «oui» au référendum national prévu mi-2008. Au Danemark, où l'article 20 de la Constitution rend l'organisation d'un référendum obligatoire compte tenu de l'importance du transfert de souveraineté prévu dans le traité de Lisbonne, le gouvernement a visiblement décidé de jouer l'opération au bluff. Il annonce pour le moment qu'il n'y aura pas de référendum, attendant d'être probablement condamné par la Cour constitutionnelle de Copenhague à en tenir un. Dans l'intervalle, il gagne du temps pour empêcher la mobilisation du camp du «non» chez lui et celle des partisans du référendum dans les autres pays, en particulier la France et les Pays-Bas. Les Danois peuvent donc s'attendre à une campagne référendaire éclair.

Source: www.observatoiredeleurope.com, 8/11/07

* Sondage IFOP réalisé pour Paris Match du 31 octobre au 2 novembre 2007 sur un échantillon de 1008 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas

La tâche de la Treuhand était «de privatiser ou de fermer les entreprises dites «volkseigen» (appartenant au peuple) d'après les principes de l'économie de marché et d'assurer l'efficacité et la capacité de concurrence des entreprises» (§8 Treuhandgesetz). Dans la pratique, avec la politique de privatisation avant l'assainissement beaucoup d'entreprises ont été détruites. On a massivement abusé de moyens financiers pour l'encouragement, car au début la garantie d'emploi n'était pas contenue dans les contrats de privatisation.» (Source: Wikipedia)

cabas vers l'autre côté de la frontière. Après quelques heures ils rentrent, lourdement chargés. Les bus, on le voit aux plaques minéralogiques, viennent tous des nouveaux Länder. Comment disait déjà ma coiffeuse: Si on n'a rien, on va faire ses achats en Pologne.

Tout en étant déprimés du fait que les magasins proches de la frontière vont à leur perte, nous sommes bien contents pour les Polonais, pour leurs affaires. Dans une cabane en tôle ondulée au courant d'air, une femme vend de la céramique magnifique. Elle se réjouit de voir notre chien qui lui aussi doit traverser la foule. Elle nous dit qu'elle a aussi un chien à la maison, c'est pour elle une grande joie. Dans un allemand approximatif elle raconte qu'elle a plus de 80 ans mais qu'elle doit toujours travailler parce qu'il y a eu des difficultés dans sa famille. Elle ne veut pas en dire plus et nous ne posons plus de questions. Mais elle doit toujours travailler, «pas de week-end, pas de vacances», dit-elle en frottant ses mains déformées. Et malgré tout, toujours aimable. Comment est-ce possible: La Pologne, un pays qui reçoit beaucoup de subventions de l'UE, et ses citoyens doivent lutter pour leur existence de cette manière indigne jusqu'à un âge avancé. Mais la Pologne a jusqu'à présent utilisé ses subventions pour acheter des bombardiers à l'Amérique. Peut-être qu'avec le nouveau gouvernement cela ira mieux. En tout cas ils ont annoncé vouloir retirer leurs troupes de l'Irak.

Nous achetons un beau pot à cette femme, un pot à rhum. Nous aussi, nous risquons d'avoir des temps difficiles à passer, nous ne pourrions pas les éviter, et nous pensons que c'est bien d'avoir quelque chose qui réchauffe le cœur, d'après le dicton: «Celui qui a des soucis a aussi de la liqueur.»

Ensuite nous rentrons dans notre hôtel, pleins d'impressions contradictoires: Le beau paysage du parc, la tranquillité dans la nature automnale et le tumulte et la cohue du marché polonais, la misère humaine, et le courage et l'énergie avec lesquels les gens essaient de maîtriser leur destin. Dans ce peu de temps ici nous avons rencontré tant de gens ouverts, dynamiques, en plein dans leur vie, que nous nous sentons, malgré la misère, infiniment enrichis. Et la question ne nous lâche plus: Que faire? Avec des gens aussi capables, il faudrait bien qu'on puisse faire quelque chose. Ce n'est en tout cas pas la faute des gens d'Allemagne de l'Est si la situation est comme elle est.

Invitation

à une soirée d'information
avec présentation du film documentaire

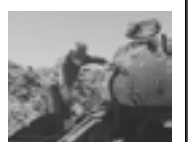
«Le médecin et les enfants irradiés de Bassora»

**Mercredi,
21 novembre 2007
19h30
Châtel-St-Denis
Salle de cinéma Sirius**



Programme

- Introduction par Frieder Wagner, producteur et metteur en scène du film présenté
- Présentation d'un film documentaire sur les armes à l'uranium appauvri et leurs conséquences sanitaires illustrant notamment la situation des enfants en Irak après la seconde guerre du Golfe (2003)
- Débat



Organisation:
ACAT-Suisse – Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, groupe veveys
en collaboration avec l'hebdomadaire suisse «Horizons et débats»

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

¿Es la OMC una amenaza para la libertad?

La «navaja suiza» ¿será producida en China en el futuro?

por Dr. W. Wüthrich, Zurich

El lector recordará que hace dos años, la pequeña localidad Stein am Rhein, en el cantón Schaffhauser, planeó invertir una fuerte suma de dinero (23 millones francos suizos) para renovar su castillo «Hohenklingen» que data del siglo 12. La OMC determina que un proyecto de esa magnitud debe anunciarse en un concurso internacional. Las autoridades locales, sobre todo el alcalde *Hostettmann*, no lo aceptaron. Se sobreentendía que el castillo Hohenklingen pertenece a la región y debía ser renovado por empresas de la región. En definitiva, éstas tienen una relación con el proyecto, emplean gente de la región, instruyen a los aprendices y pagan impuestos. Además, en caso de que posteriormente tengan que hacerse reparaciones, también estarán allí. *Hostettmann* tomó la ofensiva. Declaró Stein am Rhein como zona independiente de la OMC. Con esto, puso de manifiesto su protesta contra las limitaciones de la OMC, ajenas a la realidad, e hizo público que no las respetaría al pie de la letra. Él no estaría decidido a aceptar «determinaciones ilógicas que son poco apropiadas para comunidades y localidades pequeñas».

Hostettmann no estaba solo con esto. Anteriormente, más de 70 comunidades suizas habían proclamado su independencia de la OMC – entre ellas grandes ciudades como Zúrich y Ginebra. Actualmente, más de mil comunidades en el mundo han tomado una decisión similar incluso una metrópolis como Viena. Así todo, *Hostettmann* tuvo que enfrentarse con críticas. En una carta de lectores, alguien exigía, por ejemplo, que el cantón Schaffhausen debía supervisar a Stein am Rhein. *Hostettmann* permaneció firme pero la ciudad fue acusada judicialmente por no haber anunciado correctamente el proyecto. El demandante, sin embargo, no venía de China o de algún país de bajos sueldos, sino era un arquitecto de una comunidad vecina, que se sentía relegado. El Tribunal de Justicia de Schaffhausen condenó a la pequeña ciudad a una multa simbólica de cien francos («Schaffhauser Nachrichten» del 30 marzo de 2006).

Mientras tanto, el castillo de Hohenklingen ha sido renovado. La construcción medieval se pudo salvar. Fue un trabajo en común, dirigido por un arquitecto del lugar. Muchos albañiles de la región participaron en los trabajos – así como el despacho cantonal para arqueología y expertos de la conservación de monumentos históricos de la

confederación. El gerente de la *asociación alemana de castillos* remarcó durante una visita a las obras, que nunca había observado una atmósfera tan agradable. El «nuevo» castillo Hohenklingen fue inaugurado hace unas semanas con una gran fiesta y es la joya y el orgullo de la región (ver suplemento del «Schaffhauser Nachrichten» del 14 de septiembre).

Victorinox

La próxima historia sucedió en el interior de Suiza. No es menos interesante que la del castillo Hohenklingen en el cantón Schaffhausen y comenzó hace 116 años. *Victorinox* – no, no se trata de Asterix, Obelix y los galos – sino del nombre de una empresa familiar, fundada en el interior de Suiza a fines del siglo 19. En un antiguo molino en Ibach, cantón Schwyz, *Karl Elsener* instaló una forja de cuchillos. Al enterarse que la armada suiza se abastecía de navajas para sus soldados en Alemania, fue posesionado por la idea de fabricar una navaja que venciera a la armada. A partir de 1891 los soldados recibieron una navaja con la cruz suiza. Después de la muerte de su madre, *Elsener* combinó su nombre *Victoria* con «inox» (acero inoxidable), y de la unión de ambos resultó el nuevo nombre del producto y de la firma: *Victorinox*.

Actualmente, la empresa *Victorinox*, con 920 empleados, es la mayor fuente de trabajo en el cantón Schwyz y la fábrica de cuchillos más grande en Europa. En las naves de la fábrica el aire huele a metal. Punzonadoras impresionantes hacen un ruido ensordeador. Alrededor de los monstruosos aparatos se acumulan tinas de metal con pequeñas hojas de cuchillos sin pulir, destornilladores, abridores de latas, etc. De aquí salen las navajas de *Victorinox*. Cada día se producen unos 100 000 cuchillos de distintos tipos – aproximadamente 15 millones al año. El 90% se exporta a todo el mundo.

«Swiss Army Knife»

La armada suiza se provee de navajas en *Victorinox* desde 1891. La navaja perfeccionada varias veces y prácticamente irrompible, es un culto. La «navaja 61» (producida en 1961) es ya una leyenda. Es el único utensilio del armamento que acompaña al miliciano toda su vida. Está siempre presente – en las vacaciones, en una excursión en bicicleta, en el picnic etc. Ésto lo puedo atestiguar.

La pequeña navaja con la cruz suiza que hoy produce *Victorinox*, en formas variadas, es un culto también en el exterior. Sólo un ejemplo: el «Swiss Army Knife» acompañó a distintas expediciones – al Mount Everest, al Polo Norte, al Amazonas. Los americanos apreciaron la navaja especialmente. Fue parte del equipo oficial del Space-Shuttle-Crew. A partir de *Lyndon B. Johnson*, los presidentes americanos acostumbran regalar navajas *Victorinox* a sus invitados en la Casa Blanca.

Una ocasión especial fue la visita de *Georg Bush padre* y su esposa *Barbara* en la fábrica de *Victorinox* en el año 1997. Ellos mismos pudieron montar sus navajas de la manera deseada. *Barbara Bush* lo habría logrado incluso por sí sola.

Disputa con la OMC

La armada suiza quiere ahora una nueva navaja con el agregado de un destornillador en cruz y una sierra. Habrá cambios también en el diseño. No será ya gris sino verde, pero la cruz suiza quedará. Para *Victorinox*, todo ésto no sería un problema, ya que vende incluso navajas en las que está integrada una tarjeta chip USB. Pero con una zancadilla: la OMC prescribe que el encargo de la armada suiza sea llevado a concurso internacional. Interrogado por periodistas, un portavoz del departamento de Defensa, Protección de la población y Deporte (DDPS) contestó lacónicamente: «Entonces la navaja será producida en China.»

La dirección de *Victorinox* conoce hasta ahora cuatro fábricas chinas que hacen una copia exacta de su navaja. Pero hay una diferencia en la calidad, dice *Carl Elsener*, el

dueño de la empresa. Y en calidad, está seguro de seguir siendo el primero.

Una región se defiende

Alois Kessler (Coronel retirado del Estado Mayor) quiere que la producción de la nueva navaja quede en Suiza. Él critica el hecho que, frecuentemente, las autoridades federales, interpretan acuerdos internacionales en detrimento de Suiza, «para que no existan sospechas de que no respetamos el derecho internacional.» Él exige que Suiza utilice el margen legal que con frecuencia está disponible y ve también una posibilidad. DDPS debería caracterizar la navaja como un «arma blanca» – y no como una herramienta. Entonces no sería necesario el anuncio a un concurso internacional. DDPS no debería ser más papista que el Papa. *Kessler* demanda que en caso de que deba anunciarse un concurso internacional, la DDPS exija de todos los eventuales interesados en el exterior «calidad, responsabilidad social y conciencia ecológica». Ésto sería legalmente posible. Sólo hay que hacerlo.

Para el jefe de la empresa, *Carl Elsener*, existe además otro motivo para tomar la iniciativa. La navaja tiene tan buena fama en el mercado internacional justamente por ser fabricada en Suiza. «Estamos convencidos de que no nos podemos permitir que la navaja suiza se fabrique en el exterior. La cruz suiza en la navaja es un símbolo de calidad multiplicado en millones en el mundo entero.»

El coronel *Kessler* lanzó una petición que en poco tiempo fue firmada por 3000 personas. Según encuestas, el 92% de los consultados exigía que la producción de la navaja quedara en Suiza. La DDPS dió un paso atrás: un concurso tal vez no sería necesario, y la situación legal será revisada en cuanto las especificaciones técnicas estén definitivamente fijadas. La decisión será tomada en corto tiempo.

Confianza

En *Victorinox* no hay sindicatos. Ésto no es signo de una conducción autoritaria sino la expresión de una relación de confianza entre la dirección y los empleados. Un periodista le preguntó a una empleada si no le resultaba aburrido el armar cuchillos todo el día. No, dijo que no lo es, que tiene confianza y se siente aquí en su casa. En caso de maternidad se otorga un largo tiempo de vacaciones.

También los padres que reemplazan a sus esposas, pueden contar con horarios de trabajo favorables a la vida familiar. En *Victorinox* se busca una solución para cada caso en particular. Aquí también está la diferencia con los convenios colectivos que realizan los sindicatos. Otros ejemplos: se integra a los incapacitados. En caso que una persona haya perdido la vista, puede volver a ganar su sustento trabajando en una sección especialmente adaptada para ella. Los extranjeros también son integrados. Una empleada portuguesa que aprendió aquí todo lo referente al oficio tiene hoy una posición directiva. (Fuente: SF DRS «Report» del 17 de octubre)

Victorinox como empresa familiar

Al jefe padre, con sus 81 años, se lo puede ver todavía hoy con su delantal de trabajo en las instalaciones de la fábrica. Los hijos y nietos tampoco buscan la comodidad de las amplias oficinas. Para el clan *Elsener* no existe una «sección alfombrada». *Carl Elsener* hijo también da una mano cuando hace falta. Siendo muy joven ya aprendió cómo se limpian los cuchillos.

El sentido de responsabilidad y la orientación hacia el bien común lo demuestra también el hecho de que la familia desistió de llevar la empresa a la bolsa en los tiempos de expansión (lo que hubiera significado una ganancia de muchos millones de francos). *Victorinox* pertenece hoy a una fundación familiar. Con ésto se evitan grandes salidas de dinero como dividiendo y que la empresa se debilite o se divida por eventuales diferencias entre los herederos.

Una mirada hacia atrás

En 1994, consejeros de las dos cámaras recibieron en Berna un expediente de la OMC con más de 1000 páginas de contratos redactados de una manera difícil de entender. ¿Quién los leyó? El expediente estaba compuesto de 26 contratos diferentes pero ligados entre sí. El documento semejava un monolito compacto y debía firmarse como una totalidad. Una discusión sobre su trascendencia no tuvo lugar públicamente. Según la Secretaría de estado de Economía (Seco) no había que «quedarse con la mejor parte». Suiza depende especialmente de la OMC porque de cada dos francos que gana, uno viene del exterior.

Un grupo de pequeños y medianos agricultores lanzaron un referéndum, contrario al ingreso de Suiza en la OMC, sobre todo porque temían que ésto trajera daños a la agricultura. No se les prestó atención. Tuvieron que suspender la colección de firmas que habrían llegado a 30 000 (50 000 hubieran sido necesarias para un referéndum). Sus temores se hicieron realidad. Desde entonces uno de cada tres campesinos ha abandonado la producción. ¿Faltarán esos campesinos cuando en el mundo se utilicen cada vez más productos alimenticios para producir bencina y las importaciones baratas del exterior empiecen a escasear?

OMC pilar del capitalismo global

¿En qué falla la OMC? Es indiscutible que el intercambio internacional de productos y servicios necesita una especie de orden como el que regula el tráfico, con calles de mano única, prohibiciones y un policía que controle. Además, también son deseables ciertas facilidades para el intercambio comercial. *Victorinox* y muchas otras empresas sacan provecho de ellas. Por eso no se trata de cuestionar a la OMC en su totalidad. GATT, la organización que le precedió, ya persiguió esos propósitos. Pero la OMC es algo más que una «reguladora del tráfico». Quiere establecer, pautas para el capitalismo globalizado, es decir para el mercado mundial, por encima de las fronteras. De esta manera, como lo demuestran los dos ejemplos mencionados, se inmiscuye de una manera problemática en ámbitos internos sensibles de cada país en particular. Ésto nunca fue discutido. ¿Es la OMC una amenaza para la libertad?

La OMC se pone de por medio en muchos sentidos. Cada uno de los 151 países miembros tiene sus particularidades, que deberían ser consideradas seriamente. Por eso, no hay un motivo para impedir a Suiza de continuar con la agricultura y abastecerse a sí misma – aún cuando los espacios reducidos y montañosos no sean óptimos para la producción alimenticia. De la misma manera que no existe una razón por la cual una pequeña ciudad, como Stein am Rhein, no pueda renovar su castillo medieval a su gusto. ¿Por qué la armada suiza no va a seguir comprando su navaja en *Victorinox* – como hace ya más de 100 años – si la calidad y el entorno social en el cantón Schwyz son satisfactorios? •

Victorinox – Un ejemplo de dirección empresarial con valores éticos

ww. *Victorinox* no sólo produce cuchillos de alta calidad. La empresa se distingue por una conducción en la que se tienen en cuenta especialmente ciertos valores éticos. *Carl Elsener*, perteneciente a la cuarta generación de la dinastía familiar e hijo del jefe de *Victorinox*, lo formula recurriendo a una cita de la Biblia. «Nuestra empresa se orienta hacia los principios cristianos. A siete años de vacas gordas le siguen siete años de vacas flacas – ésta es la marcha de las cosas hace ya miles de años. Mi padre, con sus 81 años, recuerda que nunca se dejó a alguien cesante por motivos económicos.»

Con orgullo, hace alusión a la tradición católica y social de la casa. La cruz suiza es para ellos más que un símbolo nacional. «Tenemos reservas hechas en los siete años de vacas gordas.» Con ellas aseguran los puestos de trabajo en los tiempos de vacas flacas.

Una manera de mantener el equilibrio, es regulando el tiempo de trabajo. Cuando la fábrica no funciona en pleno, las jornadas de trabajo se acortan y se alargan nuevamente cuando llegan más pedidos.

La OMC ¿una amenaza para la libertad?

ww. La discusión sobre la navaja suiza y el debate sobre el castillo Hohenklingen ponen de manifiesto en qué medida ciertas ordenanzas de la OMC resultan inadecuadas y ajenas a la realidad. A la OMC pertenecen 152 países, con distintas culturas y con un nivel de desarrollo totalmente distinto. Posiblemente se podrían agregar miles de otros ejemplos provenientes de numerosos países. Las negociaciones del ciclo Doha, que desde el año 2001 no han llegado a un acuerdo debido a diferencias insuperables, demuestran también que la OMC, así, no funciona. Es arena en los engranajes. ¿Cómo seguir adelante?

La question sociale prend de l'importance pour l'Allemagne

Faire vivre les droits et les devoirs humains dans la société

par Karl Müller, Allemagne

Le parti socialdémocrate allemand (SPD) a adopté un nouveau programme de principes lors de son congrès à Hambourg le 28 octobre. On y trouve des aspects critiques envers les projets néolibéraux touchant l'économie, la société et l'Etat. Est également remise en question, quoique indirectement, la conception des Etats-Unis en matière de guerre et d'hégémonie. On y retrouve la trace de l'ancien politicien socialiste Erhard Eppler.

De plus, le parti socialdémocrate veut obtenir que les travailleurs âgés au chômage touchent les indemnités I plus longtemps. Non plus comme depuis la mise en vigueur de la loi «Hartz-IV», qui avait réduit le temps de versement de 60 pour cent du dernier salaire net à un an; par la suite, l'indemnité devait être fortement réduite et égale pour tous, soit 350 euros par mois, plus le loyer du logement et 200 euros pour chaque enfant du ménage.

Il fut encore décidé de n'accepter une poursuite de la privatisation des chemins de fer «Deutsche Bahn AG» qu'à la condition qu'une partie des actions détenues par l'Etat soient transformées en «actions populaires», afin d'éviter que des investisseurs financiers ne prennent le dessus.

Une grande partie du corps électoral de tous les partis ne soutient plus la ligne néolibérale

Ce développement du programme socialiste n'est pas dû au hasard. Les partis allemands commencent à se rendre compte que l'injustice sociale et le désordre des privatisations ont pris une telle ampleur en Allemagne qu'une grande partie du corps électoral s'y oppose.

L'hebdomadaire allemand *Die Zeit* a publié le 9 août dernier un rapport qu'il avait commandé à l'Institut de recherche *Emnid*. 72 pour cent des personnes interrogées estiment que le gouvernement allemand entreprend trop peu pour la justice sociale. Répartis sur les deux partis principaux, cela donne 60 pour cent pour les électeurs de la CDU et 76 pour cent pour ceux de la socialdémocratie. Concernant la politique de privatisations néolibérale, *Die Zeit* estime que «le refus du soi-disant «néolibéralisme» est particulièrement marqué envers les privatisations des entreprises d'Etat [...] : 72 pour cent du corps électoral socialiste, 71 pour cent de celui de la CDU [...] estiment que les chemins de fer, la poste et les usines à gaz sont plus en sûreté sous la coupe de l'Etat qu'en mains privées.



Joachim Bauer: «Le fond de toute motivation est la reconnaissance marquée aux humains entre eux, l'estime, l'entraide et l'affection, l'échange.» (photo caro)

Nous nous approchons d'un consensus au-dessus des partis sur le fait que la ligne néolibérale a conduit dans un cul-de-sac coûteux et sur l'urgence de réfléchir à la question de la justice sociale et de ses conséquences. Toutefois, il ne faudrait pas qu'il redevienne le jouet des intérêts hégémoniaux des partis politiques.

De nombreuses voix compétentes se sont fait entendre en matière de justice sociale

De nombreuses publications traitent de la question de justice sociale et sont à la disposition de ceux qui souhaitent s'informer, *Horizons et débats* les a évoquées à plusieurs reprises: il y a les écrits fondamentaux de l'église catholique romaine, par exemple le *Conseil pontifical «Justice et Paix»* avec son «Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise» (2005, ISBN 2204078875); le livre, important pour notre relation aux pays du tiers monde, de l'évêque de Regensburg, *Gerhard Ludwig Müller*, et du théologien de la libération latino-américain *Gustavo Gutiérrez* «Del lado de los pobres. Teología de la Liberación» (Lima 2005); le livre du politicien de la CDU, *Norbert Blüm* «Gerechtigkeit. Eine Kritik des Homo oeconomicus» (2006, ISBN 3-451-05789-1) de même que celui du politicien du parti «Die Linke», *Ulrich Maurer* «Eiszeit. Staatsstreich des Kapitals oder Re-

naissance der Linken» (2006, ISBN 3-570-50070-5).

La fausse théorie du «droit» du plus fort

A tous ceux qui préfèrent aborder la question sociale d'une perspective psychologique et neurobiologique, le livre du professeur de la faculté de médecine et de psychothérapie de l'Université de Freiburg im Breisgau, *Joachim Bauer*, «Prinzip Menschlichkeit» (2006, ISBN 3-455-50017-X) soit recommandé. Car aussi cette branche scientifique a démontré la fausseté de la théorie de la concurrence entre les humains, fondée sur le darwinisme – soit la lutte de tous contre tous, le plus fort étant forcément gagnant. Le néolibéralisme a tenté de faire croire que cela est dans la nature humaine.

L'être humain est social de nature

Il est indéniable que l'être humain a d'autres motifs d'action: «Le fond de toute motivation est la reconnaissance marquée aux humains entre eux, l'estime, l'entraide et l'affection, l'échange. Nous sommes enclins – du point de vue neurobiologique – à réagir à la résonance sociale et à la coopération. Dans le chapitre «Coopération comme projet de société», Joachim Bauer aborde les conséquences dans l'éducation des enfants – «L'éducation doit donner à l'enfant [...] des indications

claires et transmettre des règles de comportement, afin que la communauté soit viable et que la coopération fonctionne» – y compris la vie économique: «du point de vue de la motivation, une entreprise «n'a de sens» que dans la mesure où elle sert des objectifs utiles à la société, c'est-à-dire des objectifs coopératifs.»

L'auteur continue: «Il nous faudra encore du temps pour reconnaître ce que cela signifie pour notre vie et la façon d'organiser au mieux notre vie commune.»

Plus vite on réfléchira largement, fondamentalement, honnêtement et dans un esprit d'ouverture quant à notre vie sociale, mieux ce sera.

Quels peuvent être les points forts d'un tel débat?

Les droits humains sociaux et les devoirs des humains

Il ne faut pas réinventer la roue. Le droit des gens contient des décisions; il suffit de les prendre au sérieux et d'afficher une volonté politique. Il est question des droits humains, tels qu'ils furent définis dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948 et du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* ainsi que dans le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (cf. ci-dessous), les deux datant de 1966.

La plupart des Etats dans le monde se sont engagés dans ces pactes qui font donc partie de leur engagement juridique. Ces Etats ont non seulement le devoir, mais aussi les moyens d'imposer ces droits. Il est faux de prétendre que, dans un monde globalisé, les Etats et la politique sont impuissants. La mondialisation, avec tous les aspects négatifs que nous connaissons depuis vingt ans, n'est pas le fruit d'un destin, mais une volonté politique. Cette dernière peut également être inversée.

Cela ne doit pas nous amener à exiger d'un Etat, qui pour le reste m'importe peu en tant que citoyen, les solutions du problème social. Res publica, res populi. Le pouvoir vient du peuple. L'Etat, c'est nous. C'est pourquoi, il faut aussi aborder le problème des devoirs des humains. Non pas comme mesures imposées par l'Etat, mais en tant qu'expression d'une liberté dont les fondements ne sont pas de fausses théories ou de l'arbitraire, mais le fruit d'un sens des responsabilités, de la compassion et de ce qui est humainement possible. ●

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 16 décembre 1966

Article premier

1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

Article 6

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit au travail, qui comprend le droit qu'à toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté, et prendront des mesures appropriées pour sauvegarder ce droit.

Article 7

Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'à toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables, qui assurent notamment:

- La rémunération qui procure, au minimum, à tous les travailleurs:
 - Un salaire équitable et une rémunération égale pour un travail de valeur égale sans distinction aucune; [...]
 - Une existence décente pour eux et leur famille conformément aux dispositions du présent Pacte;

b) La sécurité et l'hygiène du travail;

c) La même possibilité pour tous d'être promu, dans leur travail, à la catégorie supérieure appropriée, sans autre considération que la durée des services accomplis et les aptitudes;

d) Le repos, les loisirs, la limitation raisonnable de la durée du travail et les congés payés périodiques, ainsi que la rémunération des jours fériés.

Article 9

Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales.

Article 10

Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent que:

- Une protection et une assistance aussi larges que possible doivent être accordées à la famille, qui est l'élément naturel et fondamental de la société, en particulier pour sa formation et aussi longtemps qu'elle a la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge. [...]
- Une protection spéciale doit être accordée aux mères pendant une période de temps raisonnable avant et après la naissance des enfants. Les mères salariées doivent bénéficier, pendant cette même période, d'un congé payé ou d'un congé accompagné de prestations de sécurité sociale adéquates. [...]

Article 11

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un ni-

veau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. [...]

2. Les Etats parties au présent Pacte, reconnaissant le droit fondamental qu'à toute personne d'être à l'abri de la faim, adopteront, individuellement et au moyen de la coopération internationale, les mesures nécessaires, y compris des programmes concrets:

- Pour améliorer les méthodes de production, de conservation et de distribution des denrées alimentaires par la pleine utilisation des connaissances techniques et scientifiques, par la diffusion de principes d'éducation nutritionnelle et par le développement ou la réforme des régimes agraires, de manière à assurer au mieux la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles;
- Pour assurer une répartition équitable des ressources alimentaires mondiales par rapport aux besoins, compte tenu des problèmes qui se posent tant aux pays importateurs qu'aux pays exportateurs de denrées alimentaires.

Article 12

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'à toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.

2. Les mesures que les Etats parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit devront comprendre les mesures nécessaires pour assurer:

- La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant;
- L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle;
- La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies;
- La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie.

Article 13

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation. Ils conviennent que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils conviennent en outre que l'éducation doit mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre, favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux et encourager le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

Le contenu de l'Initiative pour le paysage

par Enrico Riva, professeur de droit, membre du comité de soutien à l'Initiative pour le paysage

Le développement territorial en Suisse n'est pas durable. L'«Initiative pour le paysage» veut l'amener sur le chemin de la durabilité. A l'avenir, ce développement doit adopter une gestion mesurée de cette ressource devenue rare qu'est le «sol». Dans ce but, l'initiative formule trois revendications:

1. La responsabilité d'une utilisation mesurée du sol doit devenir une tâche conjointe de la Confédération et des cantons. Ils doivent assumer cette responsabilité en commun, au lieu de se reprocher mutuellement leur inactivité.
2. Des notions importantes, auxquelles on a trop peu donné de poids jusqu'à maintenant, doivent être intégrées dans la Constitution: protection des terres cultivées, séparation de la zone constructible de la zone non-constructible, développement urbain «vers l'intérieur», c'est-à-dire dans la zone urbaine existante. Les éléments éprouvés de l'article constitutionnel actuel sont repris.
3. La surface totale des zones à bâtir en Suisse ne doit pas être agrandie pendant 20 ans. Le Conseil fédéral peut accorder des dérogations dans des cas justifiés, afin d'éviter une rigueur excessive.

Les différentes dispositions

Par la transformation de l'article constitutionnel existant, l'article proposé n'a plus que deux paragraphes au lieu de trois. Le 1^{er} paragraphe oblige désormais les cantons et la Confédération en commun à adopter une gestion mesurée du sol, alors que jusqu'ici c'étaient surtout les cantons qui étaient concernés (tâche conjointe, analogue à l'article sur la formation 61a de la Constitution fédérale). Dorénavant, la séparation du terrain constructible et non-constructible et la protection des terres cultivables sont explicitement mentionnées comme des objectifs constitutionnels. Ces deux points sont des concrétisations indispensables d'une



Sauvegardons nos espaces de délaissement et les habitats naturels de nombreuses espèces animales et végétales. (photo mv)

utilisation mesurée du sol et d'une occupation rationnelle du territoire. L'obligation de prendre en considération les exigences de l'aménagement du territoire également dans d'autres domaines d'attribution de la Confédération et des cantons, découle de l'actuel paragraphe 3 et doit éviter des contradictions au niveau politique. Actuellement, de telles contradictions peuvent malheureusement se constater chaque jour, par exemple quand la Confédération encourage par ses subventions l'implantation désordonnée de constructions résidentielles.

Le 2^e paragraphe décrit les tâches de la Confédération. Celle-ci doit toujours se limiter à fixer des principes (aujourd'hui 1^{er} paragraphe). Mais, comme jusqu'à maintenant, la Confédération doit publier les dispositions centrales relatives à la limitation des constructions hors de la zone à bâtir.

En terrain non-constructible, on ne doit pouvoir construire que lorsque l'objectif des constructions et des installations exige un emplacement hors des zones à bâtir. Comme jusqu'ici, cela vaut surtout pour les installations servant à l'exploitation agricole. Afin de soutenir la limitation de la croissance «vers l'extérieur» des zones à bâtir, des dispositions pour la promotion du développement urbain «vers l'intérieur» sont exigées de la Confédération. Cela implique par exemple des mesures contre la thésaurisation du terrain à bâtir et en faveur de l'amélioration de la qualité des agglomérations existantes.

Dans les dispositions transitoires de la Constitution fédérale, une limitation de la surface de la zone à bâtir pour une durée de 20 ans est admise à partir de l'adoption de l'initiative. Pour fixer ce délai, on s'est basé sur le fait que les réserves actuelles de zone

à bâtir suffisent largement pour les 20 prochaines années. La limitation concerne la surface totale des zones à bâtir sur le territoire suisse, c'est-à-dire que des extensions des zones à bâtir sont possibles lorsqu'elles sont compensées par des dézonages à d'autres endroits. Le législateur doit créer les instruments concrets nécessaires pour l'échange ou le déplacement de zones à bâtir et contre la thésaurisation du terrain à bâtir, en tenant compte des expériences faites dans les cantons. Ce principe de la compensation des surfaces n'est pas nouveau en Suisse. Depuis plus de cent ans, il est appliqué avec succès à la forêt: chaque défrichement d'une surface forestière doit être compensé à un autre endroit par un reboisement de même étendue. Grâce à ce règlement, la surface forestière suisse a pu être conservée. L'Initiative pour le paysage veut garder stable la surface des zones à bâtir pendant 20 ans en recourant au même instrument flexible et éprouvé.

Une stabilisation de la superficie des zones à bâtir n'implique en aucun cas un gel de l'industrie du bâtiment: aux

160 000 hectares de terrain constructible déjà bâti dans notre pays s'ajoutent actuellement 60 000 hectares de terrain à bâtir inutilisé, ce qui signifie que le terrain bâti peut être agrandi de plus d'un tiers même après l'adoption de l'initiative. Les revendications de l'initiative sont donc très modérées et n'entravent pas le développement durant vingt ans. Le sens et l'objectif de l'initiative n'est naturellement pas qu'à l'échéance de ce délai on se remette un peu partout à inclure du terrain dans les zones à bâtir. Il s'agit plutôt d'expérimenter et d'introduire d'ici 20 ans les instruments nécessaires pour une utilisation mesurée du sol, par exemple pour le transfert des zones à bâtir en fonction des priorités de développement souhaitées. •

Contact: Enrico Riva, Membre du comité d'initiative, Tél. prof. +41 31 3262728, privé +41 31 3012575, riva@kglaw.ch

Initiative pour le paysage – genèse d'une idée qui s'impose

par Luc Recordon, Conseiller national des Verts VD, membre du comité d'initiative

Depuis 1970, on voit paraître à intervalles réguliers des publications et des articles spécialisés officiels qui mettent en garde contre une implantation anarchique et sans limites de constructions résidentielles. Cependant, on n'a pas encore entrepris grand-chose pour empêcher la perte de terres cultivées et d'espaces de détente. Le «cas Galmiz» a montré que seule une modification de la Constitution peut contrecarrer l'utilisation déraisonnable qui est actuellement faite de ces ressources limitées que sont le sol et le paysage.

«Galmiz», la pointe de l'iceberg

Le 24 janvier 2006 marque un jalon dans l'histoire de la protection du paysage en Suisse. C'était le renoncement définitif de la société de biotechnologie américaine Amgen au site de Galmiz FR. Avec ce Non à l'implantation d'une cité industrielle dans le «jardin potager» du Grand Marais, on a évité un grave préjudice dans l'aménagement suisse du territoire. Les associations de protection de l'environnement avaient critiqué le choix de l'emplacement prévu pour les raisons suivantes: le site

était dépourvu des équipements nécessaires à une zone industrielle et de tout lien avec une zone à bâtir, on aurait construit sur une grande partie d'un paysage ouvert d'une valeur particulière et, par conséquent, le principe fondamental de la séparation terrain constructible/terrain non-constructible n'aurait pas été respecté. Des experts indépendants de l'aménagement du territoire et des nombreux citoyens et citoyennes de toutes les régions du pays partageaient cet avis. Le «cas Galmiz» a révélé des faiblesses criantes au niveau des décisions en matière d'aménagement du territoire, ainsi qu'une grave défaillance politique. Cependant, «Galmiz» n'était sûrement pas un cas isolé, mais plutôt la pointe de l'iceberg. Quand on voit le peu de limites fixées à l'utilisation insidieuse du sol, il semble que l'aménagement actuel du territoire n'ait plus rien de contraignant. La Suisse va se couvrir peu à peu de constructions si rien n'est entrepris pour contrer cette évolution.

Un développement territorial non durable

Différents spécialistes et conférences se sont intéressés, dans le contexte du «cas Galmiz», aux possibilités d'améliorer l'aménagement du territoire dans notre pays. Des voix se sont élevées pour réclamer de nouveaux instruments permettant d'éviter le mitage du paysage. En revanche, le Parlement fédéral a renouvelé ses tentatives d'affaiblir encore l'aménagement du territoire depuis la dernière votation sur la révision partielle de la LAT en 1999. Le Conseil fédéral déclarait néanmoins en 2004: «Un développement

urbain étendu et diffus est effectivement en contradiction flagrante avec les principes de base de l'aménagement du territoire.» (Réponse à la motion de la conseillère nationale Barbara Marty Kälin). On peut également lire dans le Rapport 2005 sur le développement territorial de l'ODT: «On ne peut considérer comme durable le développement territorial de ces dernières décennies au sens de la Constitution fédérale.» Une amélioration n'est pas en vue, au contraire: l'inclusion de nouveaux terrains dans les zones à bâtir est à l'ordre du jour dans pratiquement toutes les communes. Et ce bien que les réserves actuelles de terrain à bâtir en Suisse suffisent encore pour 2,5 millions d'habitants supplémentaires.

C'est pour cette raison que la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP) a déjà lancé en janvier 2006 l'idée d'une initiative populaire en vue de limiter l'utilisation du sol. Au cours de nombreux colloques d'experts, un texte a ensuite été élaboré qui reprend les piliers de l'article constitutionnel existant tout en corrigeant les faiblesses actuelles (responsabilité peu claire, objectifs matériels faibles). Sauvons la Suisse de l'implantation désordonnée de constructions résidentielles! Sauvegardons nos espaces de délaissement et les habitats naturels de nombreuses espèces animales et végétales, pour le bien de l'environnement et pour notre qualité de vie! •

Contact: Luc Recordon, conseiller national des Verts VD, membre du comité d'initiative Tél. +41 21 3453640, luc.recordon@span.ch

Texte de l'initiative populaire fédérale

«De l'espace pour l'homme et la nature» (initiative pour le paysage)

I La Constitution fédérale du 18 avril 1999 est modifiée comme suit:

Art. 75 Aménagement du territoire

1 La Confédération et les cantons veillent à l'utilisation judicieuse et mesurée du sol, à l'occupation rationnelle du territoire, à la séparation entre le territoire constructible et le territoire non constructible et à la protection des terres cultivables. Ils prennent en considération les impératifs de l'aménagement du territoire dans l'accomplissement de leurs tâches.

2 La Confédération fixe les principes applicables à l'aménagement du territoire. Elle édicte des dispositions visant notamment à développer une urbanisation de qualité à l'intérieur du tissu bâti et à restreindre la construction dans le territoire non constructible. Elle encourage et coordonne l'aménagement du territoire des cantons.

3 Abrogé

II Les dispositions transitoires de la Constitution fédérale sont complétées comme suit:

Art. 197, ch. 8 (nouveau)

8 Disposition transitoire ad art. 75 (aménagement du territoire). La surface totale des zones à bâtir ne peut être agrandie pendant 20 ans à compter de l'acceptation de l'art. 75. Le Conseil fédéral peut accorder des dérogations dans des cas motivés.